

## L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE DÉVELOPPEMENT EN RDC

*par Danny Cassimon, Stefaan Marysse et Karel Verbeke*

### Abstract

The main transmission channel of the economic crisis on the Congolese economy has been the trade channel, in which exports of mineral products (i.e. copper, cobalt, diamond, gold) have been seriously hit. These exports count for about 85 percent of all export revenues, so the falling prices and decreased international demand have taken a major toll on mineral production. The *direct effect* of the crisis has been a decrease of revenue in this sector and in government income. More importantly, it has caused a lot of unemployment, especially in the labour-intensive small scale and informal mining sector.

The *indirect impact* of the crisis has been felt through its effects on the Balance of Payments. While export revenues have fallen, demand for imported goods did not decrease in turn, as they are needed by the population to meet its minimal requirements for food and fuel. This has led of course to diminishing international reserves and a decrease in the value of the Congolese Franc (FC). To make matters worse, an internal factor has added to the difficulties and rising inflationary pressures, further impoverishing the Congolese: The continuing security threats in the East of the country have led to monetary financing of the expenditures, as well as increased inflationary pressures and a depreciating exchange rate.

In order to balance decreased resources with increasing budgetary needs, different policies should be implemented. In the political realm, a lasting solution for the crisis in the East should be achieved as soon as possible. In the economic realm the authorities aim at restoring macro-economic stability. First, they should take fiscal measures, including cash-based budgeting, to avoid new fiscal deficits. Secondly, they should implement monetary and exchange rate interventions to reduce inflation and further depreciation of the exchange rate. In the medium term, through negotiating a new PRGF programme with the IMF, the government should aim at reaching the completion point under the HIPC Initiative, and also at finishing a second PRSP so as to revive donor flows. Longer-term sustainable economic growth can result from several factors: a wider diversification of the economy with a specific focus on the agricultural sector; an improvement of the institutional governance situation, breaking the country's governance trap; and an improvement of the business environment.

### 1. INTRODUCTION

On aurait pu espérer que la crise financière internationale qui a éclaté mi-2008 n'atteindrait pas les pays à faible degré d'insertion dans le système financier international. En effet, la RDC, avec un système financier interne extrêmement peu développé, sans bourse, où seulement quelques milliers de personnes physiques et juridiques ont un compte en banque et où la majorité de la population n'utilise que la monnaie fiduciaire, serait à l'abri d'une crise qui touchait d'abord seulement les banques et intermédiaires financiers. Cependant les retombées de cette crise financière internationale se sont vite transmises au secteur réel de l'économie. La perte de confiance dans le système financier a bloqué la transmission de crédits au secteur réel et a ainsi eu, en moins de deux mois, des effets boules de neige de faillites et de diminutions d'activités économiques dans le secteur réel.

Ces effets de décroissance en aval du secteur bancaire et financier se sont traduits très vite dans une récession mondialisée à partir du début de 2009. Puisque dans le cas d'une contraction du cycle de production ce sont d'abord

les secteurs de consommation de biens durables et ensuite les fournisseurs en matières premières de ces secteurs qui sont les premiers touchés, la crise s'est très vite propagée dans les pays à forte concentration d'exportation de matières premières et qui sont très peu diversifiés. C'est donc le cas de la RDC qui dépend pour ses exportations de 85 % d'exportations de minerais et dont les exportations sont très peu diversifiées. Cette dépendance extrême de quelques matières premières s'est aggravée avec le temps, puisqu'au lendemain de l'indépendance, plus de la moitié des exportations congolaises étaient en effet d'origine agricole.

Dans cette contribution à l'Annuaire nous allons d'abord mettre en exergue les courroies de transmission de la crise dans le contexte d'un pays comme la RDC. Le contexte spécifique du Congo ne concerne pas seulement son peu de développement bancaire et sa grande dépendance d'exportations de matières premières (minerais) mais aussi un degré d'informalisation de l'économie qui n'est pas égalé dans le monde à cause d'une 'fragilisation' extrême de l'État.

Ensuite nous essayerons d'estimer les dégâts causés par l'actuelle crise internationale. Forcément, comme la base de données est souvent absente ou très incomplète, surtout en ce qui concerne les données qui vont au-delà du données macro-économique, et comme la société est très informalisée, il est difficile d'estimer l'impact sur le nombre de travailleurs artisanaux/informels ou sur les revenus et activités, ou sur la pauvreté ; notre travail ne pourra donc éclairer que très approximativement l'impact de la crise. Avant de conclure nous allons aussi voir quelle est la réponse des autorités, de la communauté internationale et de la population à la crise.

## **2. LES COURROIES DE TRANSMISSION DE LA CRISE SUR LE DÉVELOPPEMENT EN RDC**

Il y a différentes manières d'analyser les effets de cette grande crise financière et bancaire qui s'est propagée en quelques mois du secteur hypothécaire et bancaire aux États-Unis vers le reste du monde pour ensuite contaminer l'économie réelle internationale avec des retombées sociales en suppressions d'emploi et faillites d'entreprises<sup>1</sup>. Comme chaque pays a cependant une autre structure économique avec un degré d'intégration dans l'économie mondiale très différente, il va de soi que l'impact d'un choc extérieur dépend de ces caractéristiques, de la vulnérabilité du pays aux chocs, ainsi que des courroies de transmission internes de ce choc qui est fonction de la structure de l'économie.

---

<sup>1</sup> Un cadre conceptuel d'analyse du degré de vulnérabilité d'un pays pour un choc extérieur ainsi que les réponses politico-économiques à ces chocs se trouvent dans LEE, N., PERRY, G., BIRDSALL, N., *The Age of Turbulence and Poor Countries: The Case for MDB Help with Risk Management*, Washington, Center for Global Development, CGD Brief, October 2008. Le problème de ces analyses est qu'elles ne tiennent pas compte de la structure spécifique d'un pays et sont souvent peu adaptées à des économies à structure très informelle comme la RDC.

Les caractéristiques spécifiques de la structure économique et sociale du Congo qui nécessitent une approche adaptée et différente d'une analyse générale de l'impact du choc extérieur de la crise économique internationale, sont multiples.

D'abord, le Congo n'a pour ainsi dire pas de secteur bancaire privé généralisé ni d'intermédiaires financiers comme c'est le cas dans la plupart des autres pays du monde. Il y a bien sûr une Banque nationale (la BCC) et une bonne dizaine de banques privées. Ces dernières s'occupent surtout des transactions monétaires avec l'extérieur et sont liées à des transactions d'exportations et importations. Les quelques milliers de clients bancaires que cela représente sont l'exception à la règle, et toutes les transactions monétaires internes se font sur base de transactions en monnaie fiduciaire. Les transactions scripturales, le retrait d'argent à des ATM, le paiement avec des cartes de crédit... n'existent pas à l'exception de transactions internationales formelles et celles de quelques hôtels qu'on peut compter sur les deux mains. La même chose vaut pour tout le secteur d'intermédiation financière (assurances, hypothèques...) qui est aussi quasi absent. Enfin, une bourse où des valeurs boursières sont cotées et échangées n'existe pas non plus. La conséquence de cette absence du secteur financier et bancaire est que la crise actuelle ne peut pas se propager directement et contaminer l'économie par les courroies de transmission propres à la crise en question (voir figure 1).

Une deuxième caractéristique propre à l'économie congolaise concerne la structure d'exportations. Une des grandes critiques du modèle économique colonial était la structure extravertie de l'économie où l'infrastructure, les productions et les exportations étaient fonction des besoins et pouvoir d'achat générés à l'extérieur du pays et non en fonction des besoins de la population autochtone. L'indépendance politique n'a malheureusement pas pu renverser la tendance et la dépendance à des exportations de quelques minerais a même augmenté. En effet ; si à l'aube de l'indépendance la moitié des exportations étaient encore des produits agricoles, aujourd'hui plus de 85 % des exportations sont des minerais (voir tableau 2). Plus grave encore, la valeur ajoutée de ces matières qui quittent le pays est moindre aujourd'hui. Si les causes de ce mal zairois/congolais sont bien connues, les remèdes sont plus difficiles à trouver<sup>2</sup>.

---

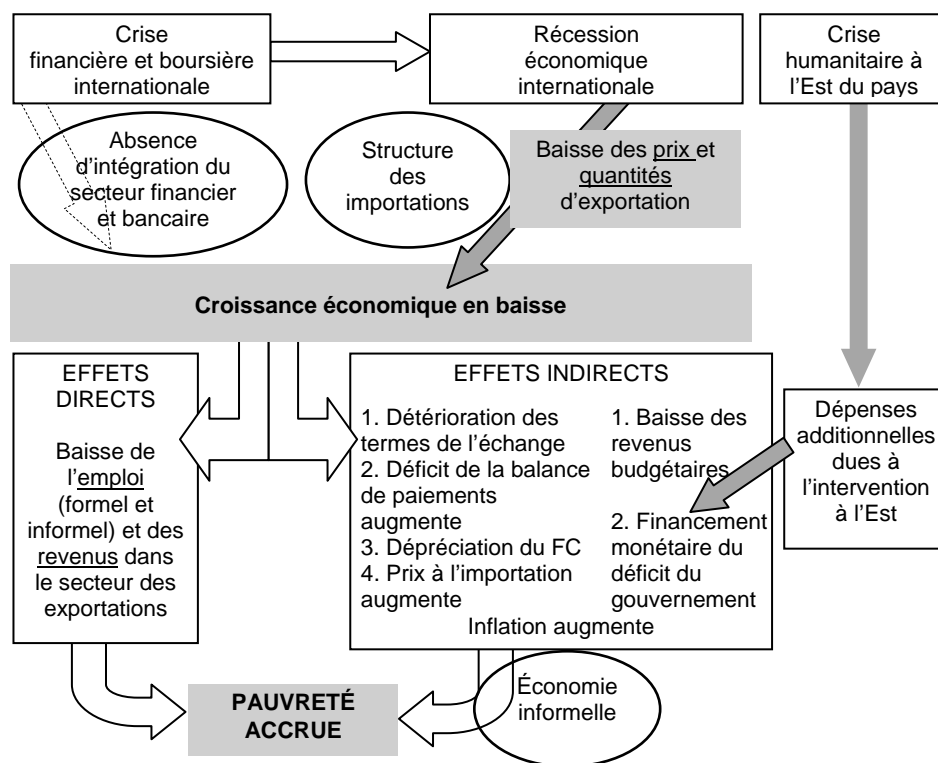
<sup>2</sup> Les articles/livres les plus connus qui donnent cette description de la dominance d'un modèle néo-patrimonial à la base de la crise profonde et de la 'marginalisation' de l'Afrique sont : COLLIER, P., GUNNING, J. W., "Explaining African economic performance", *Journal of Economic Literature*, vol. 37, no. 1, 1999, pp. 64-111 ; ENGLEBERT, P., "Solving the mystery of the Africa dummy", *World Development*, vol. 28, no. 10, October 2000 ; HYDEN, G., *No Shortcuts to Progress*, London, Heinemann, 1984 ; VAN DE WALLE, N., *African Economies and the Politics of Permanent Crisis: 1979-1999*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; BATES, R., *Prosperity and Violence: the Political Economy of Development*, New York, Norton, 2001 ; BAYART, J.-F., "Africa in the world: a history of extraversion", *African Affairs*, vol. 99, no. 395, 2000, pp. 217-266. Pour l'analyse du Zaïre/Congo, où ce modèle néo-patrimonial a causé la plus grande régression économique en Afrique, voir entre autre : MARYSSE, S., "Regress and War: the case of DR Congo", *The European Journal of Development Research*, Vol. 5, No. 1, June 2003, pp. 73-98.

Une troisième caractéristique concerne le degré d'informalisation de l'économie. Il n'y a nulle part au monde un pays où cet informel, suite à l'implosion de l'état et de l'économie formelle, est plus élevé. En effet, avec un emploi formel de moins de 10 % de la population active la RDCongo bat tout les records. En plus, ceux qui ont un emploi formel ne savent, à l'exception de la classe politique et quelques rares cadres privés, pas vivre des salaires qui sont versés. Mais comme l'emploi formel donne quelques avantages en termes d'accès à des soins de santé ou d'éducation, et surtout permet un accès à d'autres sources de revenus 'informels', ces postes de travail sont très prisés. Pour la grande majorité de la population cependant, la recherche du 'pain quotidien' est une lutte quotidienne de survie. Des modes de vie informels se sont créés dans tout les domaines de l'activité économiques où les gens ont dû trouver des solutions pour subvenir aux besoins quotidiens. Ainsi avec l'effondrement du secteur minier formel, une activité minière artisanale s'est inventée avec une intensité en main d'œuvre plus grande que la production minière formelle, mais avec des revenus qui ne dépassent en moyenne guère quelques dollars par jour. Les estimations d'emploi informel dans ce secteur de l'activité minière artisanale varient entre 750.000 et 2 millions de personnes<sup>3</sup>. Ainsi jusqu'à 7 % de la population active aurait trouvé une embauche où plutôt une activité de survie dans le secteur minier artisanal.

Chaque théorie de propagation de chocs extérieurs sur des sociétés et économies en développement doivent tenir compte des caractéristiques propres de chaque pays. Si donc la première caractéristique de l'économie congolaise, l'absence d'intermédiation financière, aurait pu faire espérer que la crise internationale financière ne se propagerait guère au Congo n'est qu'en partie vérifié. En effet pour une fois, le désavantage d'une intégration faible de l'économie a certes eu moins d'impact que dans d'autres économies plus ouvertes et avec une intermédiation financière sophistiqué où les premiers impacts de la crise consistaient dans une perte de la valeur des avoirs et ensuite par la perte d'emploi formel. Cependant, si on ne peut pas perdre ce qu'on a pas -de l'emploi formel et des avoirs financiers- il n'en reste que les courroies de transmission de la crise dans une économie à grande dépendance d'exportation de matières premières et un haut degré d'informalisation sont différentes. Nous esquissons dans la figure 1 ces courroies de transmission.

---

<sup>3</sup> Voir ailleurs dans cet *Annuaire* : KABUYA, F. K., TSHIUNZA M., "Ressources naturelles, gouvernance et défis d'une croissance soutenue en RDC".

**Figure 1 : Courroies de transmission principales de la crise en RDC**

La figure 1 laisse d'abord voir que ce n'est pas la crise financière et boursière qui a un impact sur la RDC, c'est plutôt par la récession économique internationale, qui a suivi de quelques mois les turbulences financières, que le pays est affecté. En effet, la baisse de la demande internationale en matières premières se fait sentir surtout au début de 2009. Comme la RDC est hautement dépendante d'exportations des minerais pour ses recettes en devises, la baisse des cours des matières premières et la baisse des quantités vendues sur le marché international se font sentir. Puisque à l'intérieur du Congo la production minière était le moteur de la croissance économique et responsable pour les entrées d'investissements étrangers, cela a eu un effet ralentisseur sur la croissance économique et va donc freiner les activités en aval de ce secteur comme les transports et la construction.

La baisse de croissance économique causée par l'effondrement des prix et quantités à l'exportation a des effets *directs* et *indirects* sur la population. Directement, comme beaucoup de comptoirs se sont fermés du jour au lendemain dès que les prix se sont effondrés fin 2008, beaucoup d'activités minières artisanales se sont arrêtées à l'exception du secteur de l'or qui n'a pas vu ses prix d'or chuter. Donc si ces effets directs n'ont qu'une action de propagation de la crise limitée, puisque le secteur minier artisanal atteint entre 3 à 7 % de la population active, ce n'est pas le cas des effets indirects qui, eux,

grignotent les revenus réels de presque toute la population, laquelle est déjà très vulnérable puisque 75 % des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les courroies de transmission responsables de cette diminution du pouvoir d'achat de la majorité des Congolais sont résumées dans la figure 1. On y voit l'augmentation du déficit de la balance des paiements, à cause de la baisse des revenus d'exportation, tandis que les importations sont moins compressibles. Cela se comprend parce que la demande des exportations émane du système international déterminé par la crise, tandis que les importations sont fonction de la demande intérieure qui est peu compressible. La demande d'importations en nourriture et produits pétroliers sont en effet peu élastiques dans le court terme et donc forcément le déficit de la balance de paiements augmente. Cela fait diminuer les réserves internationales de la Banque centrale, mais comme le marché de devises en RDC est libre, le déficit se traduit très vite par une perte de valeur du franc congolais ; ou, dit autrement, la population doit payer plus pour ces produits importés. En fin de compte c'est l'augmentation des prix et les pressions inflationnistes qui viennent éroder le pouvoir d'achat, déjà fort réduit, de la population.

Nous n'avons pas retenus d'autres courroies de transmission qui ont appauvris davantage la population. Il est vrai que les pressions inflationnistes ne viennent pas seulement des chocs extérieurs. La crise sécuritaire à l'Est du pays est à la base d'un gonflement des dépenses gouvernementales non budgétisées en 2008 et 2009. Ce déficit imprévu du budget gouvernemental a été comblé par la planche à billets, ce qui a naturellement aggravé les pressions inflationnistes et la perte de valeur du franc congolais.

### 3. ESTIMATION DE L'AMPLEUR DE L'IMPACT DE LA CRISE

Dans cette section, on va suivre de près les courroies de transmission décrites dans la section précédente et qui sont visualisées dans notre figure 1.

#### 3.1. Les effets directs de la crise sur le développement et la pauvreté

Voyons d'abord la baisse des prix des matières premières suite à la récession économique mondiale.

**Tableau 1 : Évolution des prix à l'exportation**

	<i>déc. '07</i>	<i>juillet '08</i>	<i>déc. '08</i>	<i>fév. '09</i>
<i>exportations de minerais</i>				
pétrole brut (\$/fût)	95,0	147,0	38,9	44,1
cuivre (\$/tm)	5346,5	5477,4	2811	3385,0
cobalt (\$/lb)	29,4	38,1	16,5	15,0
or (once)	693,6	940,0	869,7	939,8
diamant (carat)	22,6	32,1	16,2	

**Source :** BCC, *Évolution économique récente*, décembre 2008.

Le tableau 1 montre très bien l'effondrement des prix internationaux à l'exception du prix de l'or, car l'or a pris le rôle de valeur refuge internationale et donc la demande de ce dernier n'a pas chuté. Naturellement, le Congo exporte aussi des produits du secteur agricole comme le café, le caoutchouc, l'huile de palme e.a. mais ce sont surtout les minerais qui ont une grande importance puisqu'ils représentent ces vingt dernières années entre 83 et 98 % de la valeur des exportations<sup>4</sup>. Cela ne veut pas dire pour autant que pour certaines régions ces produits agricoles n'ont pas d'importance, ils jouent un grand rôle dans le commerce transfrontalier où ils sont souvent exportés en contrebande<sup>5</sup>.

Avant d'estimer *l'effet direct* que la chute des prix aurait comme conséquence sur les niveaux de vie et la pauvreté en RDC, il faut pouvoir estimer l'impact que cette chute des prix a sur le volume des ventes des minerais. Ceci est un peu plus difficile à estimer car nous n'avons pas encore les chiffres exacts des exportations de ces derniers mois. Cependant à partir des différentes estimations et projections réajustées par les services conjoints de la BCC, les ministères et les missions du FMI, le tableau 2 nous donne un aperçu de l'impact de la crise sur la valeur des exportations et importations.

Le plus intéressant de ces estimations des données de la balance des paiements est de comparer les chiffres de la colonne (a), la dernière estimation disponible du FMI avant la crise affectant le pays, et (b), la projection la plus récente, qui donne une idée de l'impact de la crise financière en 2009, année où la crise se fait sentir en RDC. Elle montre l'effet très prononcé de la baisse de prix sur la diminution des exportations en 2009, avec une baisse de 3,7 milliards USD, surtout à cause de la baisse des exportations de minerais. Evidemment, cette baisse des recettes d'exportations diminue la capacité d'importations, qui baissent moins (de 2,4 milliards USD). La première raison en est la compressibilité limitée des importations, expliquée plus haut, et en partie liée aux flux d'aide qui sont moins touchés par la crise et qui contiennent des éléments d'importations difficilement compressibles, comme les importations alimentaires.

Avant la crise, l'augmentation des prix des minerais attirait beaucoup de nouveaux investissements directs étrangers (IDE), comme le montrent les données de 2008, lesquelles étaient censées continuer en 2009. Dès que la crise s'est manifestée fin 2008, ce flux de nouveaux investissements s'est tari. Ainsi en 2008 les IDE atteignaient, après 8 ans de hausse continue, un niveau de 1,7 milliards USD annuels mais risquent de tomber à un tiers de ce montant en 2009, avec des retraits d'entreprises surtout dans le secteur de l'industrie extractive artisanale.

Enfin, on voit l'effet contre cyclique de *l'aide*, dont les rentrées de devises sont plus hautes que prévu et arrivent à 1 milliard de \$ en 2008 et en 2009, sans doute aussi à cause du conflit à l'Est.

---

<sup>4</sup> KABUYA KALALA, F., TSHIUNZA MBIYE, F., *op. cit.*, figure 3.

<sup>5</sup> Voir la contribution de TITECA, K., dans cet *Annuaire*.

**Tableau 2. Estimation de l'impact de la crise sur les recettes en devises**  
(mio. de USD)

	2007	2008	2009		<i>effet crise (a)-(b)</i>
	<i>déc. 08 estimat.</i>	<i>estimat.</i>	<i>sept. 08 mission (a)</i>	<i>projection récente (b)</i>	
Balance courante	-188	-1.783	-2.399	-2.927	-528
Balance commerciale	886	-125	-753	-2.073	-1.320
exportations	6.143	6.586	6.705	2.995	-3.710
dont					
minerais	5.108	5.422	5.410	2.362	-3.048
importations	-5.257	-6.711	-7.457	-5.067	-2.390
dont celles					
liées à l'aide	-793	-1.109	-461	-1.237	766
Services	-1.225	-1.624	-1.400	-1.253	-147
Revenu	-635	-1.265	-680	-680	0
Transferts	787	1.231	434	1.078	644
dont l'aide					
officielle	740	1.019	415	954	539
Balance de capitaux	477	1.154	2.574	1.568	-1.006
dont IDE*	374	1.713	2.449	621	-1.828
Balance globale	-307	-628	175	-1.359	-1.534

\* investissements directs étrangers

Source: données transmises par le FMI et les autorités congolaises.

En tout, le manque à gagner de la RDC à cause de la crise peut être estimé à 1,5 milliards \$ en 2009. Ce n'est pas rien, ce montant représente les deux tiers du budget national en 2008. Naturellement ce n'est pas le *secteur public* qui perd ce montant, bien que la perte pour le trésor ne soit pas négligeable. Quand on compare la chute des recettes d'exportation avec les recettes que l'État percevait à partir des activités minières, on peut avoir une idée de la perte de revenus budgétaires due à la crise. Comme les exportations ont chuté en valeur de moitié, on peut estimer la perte pour l'État à la moitié des taxes et redevances que le secteur minier payait avant la crise. Puisque les taxes officielles levées sur les exportations de minerais atteignent à peine 2 % de la valeur officielle des exportations, l'impact de la crise sur le budget ne peut pas être sousestimé : il entraînerait une *perte des revenus budgétaires* d'environ 70 millions USD. La perte de revenus pétroliers pour l'État est plus importante, car mieux contrôlable, et peut représenter une chute jusqu'à 10 % de revenus budgétaires totaux en 2009. Il est évident qu'une baisse sensible des recettes de l'ordre de 12 % peut faire monter les pressions inflationnistes. En effet, l'État est amené à toutes sortes de dépenses prioritaires et moins prioritaires et donc la tentation d'un financement monétaire du déficit ou, exprimé d'une manière moins pudique, d'utiliser la planche à billets, est grande.



Si l'impact de la crise sur le secteur public est encore mitigé, il faut s'attendre à ce que l'effet sur le *secteur privé* et sur l'économie en général soient quand même fort ressentis. L'indicateur le plus synthétique est celui de la *croissance* qui pour la première fois depuis presque une décennie aura tendance à baisser sensiblement ; certaines projections prédisent même une nouvelle décroissance ou diminution du revenu national déjà très bas<sup>6</sup>. Cette tendance se confirme par les données du dernier trimestre de 2008 où la croissance est déjà négative. Dans le graphique 1 et le tableau 3 (l'axe de gauche étant le % annuel d'inflation et l'axe de droite le % de la croissance économique réelle) on voit comment le pays d'abord a pu redresser la situation macro-économique après la guerre de 1998-2003, en ramenant l'inflation de 511 % en 2000 à un niveau acceptable de moins de 10 % en 2007. Puis enfin après une décennie de décroissance, le pays a renoué avec la croissance dans l'euphorie de la conjoncture internationale positive et les prix des matières premières ont flambé ; le FMI et les autorités congolaises avaient projeté une croissance annuelle de 10 % en 2008 et 2009. Cependant la crise en a décidé autrement et le graphique montre que les prévisions et estimations ont dû être adaptées et révisées à la baisse. Au lieu d'une croissance de 10 % on est à 5,9 % en 2008 et les dernières estimations du FMI parlent de 2,7 % pour 2009. *Donc la crise représente sur les deux ans une perte de 11,2 % de la production nationale.*

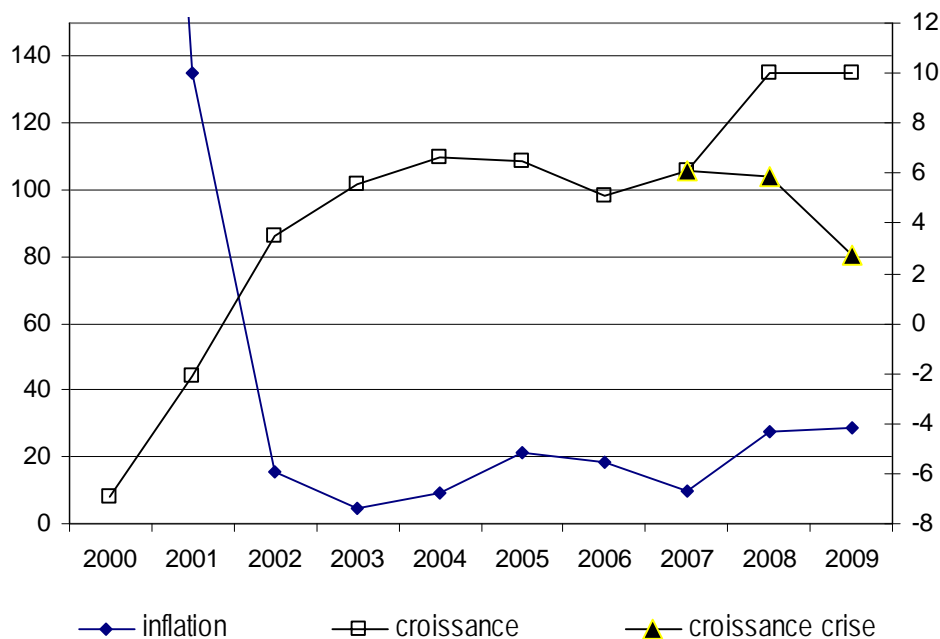
**Tableau 3. Croissance et inflation en RDC avant et dans la crise**

<i>année</i>	<i>inflation (%)</i>	<i>croissance (%)</i>	<i>croissance crise</i>
2000	511,1	-6,9	
2001	135,1	-2,1	
2002	15,3	3,5	
2003	4,4	5,6	
2004	9,2	6,6	
2005	21,3	6,5	
2006	18,2	5,1	
2007	9,9	6,1	6,1
2008	27,6	10	5,9
2009	29	10	2,7

Sources : KABUYA KALALA, TSHIUNZA MBIYE, *op. cit.*, 2008 et BCC, *op. cit.*, 2009.

<sup>6</sup> NSUE MOKIME, A., dans "Impact de la crise économique-financière internationale sur l'économie congolaise", Kinshasa, 28 avril 2009, p. 2. L'auteur mentionne même une décroissance de 1,4 % au premier trimestre de 2009.

Graphique 1 : Croissance et inflation en RDC  
avant et pendant la crise



Source : sur base des données tableau 3.

Quels sont maintenant les effets directs sur les revenus et activités des gens et sur la pauvreté, car on a bien une idée de l'impact sur la totalité de la société et sur l'État, mais comment sont distribuées les pertes sur les couches sociales ou secteurs différents ? Sont-ce les pauvres ou les nantis qui paient les frais de ce choc exogène ? On l'a vu, les effets directs sont surtout immédiatement ressentis dans le secteur des exportations et donc la production minière. Nous savons aussi que ce secteur est devenu largement dominé par la production artisanale/informelle<sup>7</sup> et que les activités minières formelles en régression ne comptent plus que la moitié de la valeur produite et embauchent la majorité (voire jusqu'à 90 %) de personnes œuvrant dans ce secteur avec des salaires journaliers ne dépassant guère 2-3 USD par jour. Au Sud-Kivu dans la production de cassitérite, or et coltan, les firmes internationales privées ont depuis des années disparu. Dans la province du Kasai, où le secteur de production diamantifère prédomine, l'entreprise de l'État et fleuron du secteur, la MIBA, a mis 3000 employés en chômage technique pour une période indéterminée après le retrait de *De Beers*, leader mondial en la matière. Seulement dans la province du Katanga, où la production du cuivre et du cobalt dominant, quelques firmes modernes tiennent le coup comme la Tenke Fugurume Mining et les activités du groupe Forrest. Si la crise a donc bel et

<sup>7</sup> KABUYA KAKALA, TSHIUNZA MBIYE, *op. cit.*, 2008, figures 4 et 5.

bien touché indistinctement les sous-secteurs artisanal et moderne, il va de soi qu'en termes d'aggravation de pauvreté et de nombre de familles touchées par la crise internationale, c'est surtout l'artisanal avec sa pléthore de creuseurs mal payés qui souffrent davantage. À quel point ? Difficile à dire si on sait que le nombre de travailleurs artisanaux oscille entre 750.000 et 2 millions de personnes. Les maigres revenus de ces creuseurs se sont effrités au long de cette crise et ceci a certainement aggravé la vulnérabilité déjà grande de cette nouvelle catégorie de travailleurs: un lumpenproletariat moderne du système mondial qui y est injecté et éjecté au gré des vagues de la conjoncture économique internationale. Certaines sources avancent des pertes d'emploi (dans le secteur formel et artisanal minier) d'environ 200.000 personnes.

Cependant il ne faut pas exagérer l'impact direct de la crise sur l'emploi et l'activité de la majorité de la population active congolaise. L'intégration de l'économie congolaise dans le système mondial est marginale. Comme le montrent Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye dans cet *Annuaire* (fig. 1), la part de l'agriculture – et depuis plus de 20 ans cela veut dire la part de l'agriculture de subsistance et de production locale pour le marché interne – est estimée entre 50 et 65 % de la production nationale. En termes d'emploi, l'activité agricole occupe encore toujours presque 70 % de la population active. Donc si le Congo n'a pas pu profiter de la croissance impressionnante du système mondial ces vingt dernières années à cause de son isolement et de ses infrastructures détruites, le revers plus positif de cette médaille est qu'une large partie de la population est plus au moins à l'abri des chocs exogènes de la globalisation. Nous pouvons même nous attendre, si la crise dans le secteur d'exportations de minerais persistait, à ce que ce soit justement ce secteur d'agriculture qui absorbe les dégâts humains de cette crise. En effet, ni le gouvernement (pas de filets de sécurité sociale), ni la communauté internationale n'ont les moyens et instruments pour pallier rapidement aux besoins de ceux qui sont laissés pour compte.

### **3.2. Les effets indirects sur le développement et la pauvreté**

Si les effets directs de la crise économique sur l'emploi et les revenus des groupes vulnérables étaient principalement limités à ceux qui travaillaient dans le secteur minier, il y aura quand même des effets indirects d'appauvrissement sur une plus large tranche de la population. La figure 1 a esquissé les courroies de transmission, ici nous allons essayer de préciser l'ampleur de ces effets.

Le tableau 1, qui donnait un aperçu de l'effet de la crise sur la balance des paiements, montrait clairement une nette différence entre la baisse des recettes d'exportation, fonction de la baisse de la demande internationale, et une baisse beaucoup moins sensible des importations qui elles sont fonction de la demande intérieure. Ces importations, qui en grande partie sont liées aux besoins de transportation (véhicules, essence...) et de nourriture essentielle (farine de blé, riz, mpiodi, viande bon marché...), sont moins compressibles ou

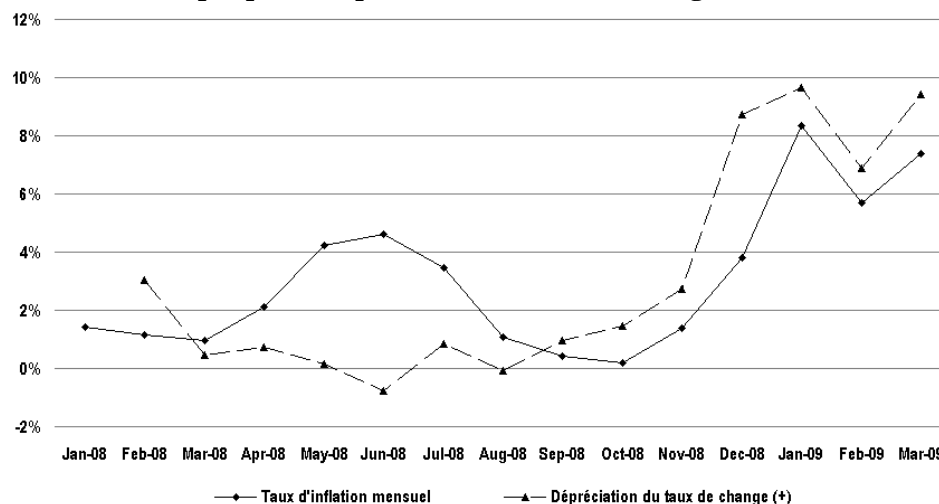
moins élastiques. Quand donc les prix de ces produits essentiels augmentent, un *effet d'appauvrissement* se transmet à tous ceux qui en dépendent et touche davantage les pauvres puisque les budgets de ceux-ci sont davantage utilisés pour acquérir ces produits de première nécessité (loi d'Engel).

Les prix intérieurs de ces produits sont directement liés à l'évolution du taux de change. Ce taux de change, en contraste avec les années 90 sous la fin du régime Mobutu et le bref règne de Kabila père, a été relativement plus stable et est en fait un des meilleurs indices de la gouvernance bonne ou mauvaise. Une monnaie en dérive (hyperinflation et dévalorisation de la monnaie nationale) qui perd chaque jour sa valeur comme expérimenté dans les années 90 est le plus grand vol institutionnel qu'un gouvernement puisse perpétrer sur sa population et a été à juste titre décrit par Bayart comme « criminalisation » de l'État. Donc si la gouvernance aujourd'hui, comme on va le voir ci-après, laisse encore beaucoup à désirer, on peut dire qu'au moins dans ce domaine du niveau de l'inflation et de la valeur de la monnaie nationale, le gouvernement a fait un grand pas dans la bonne direction (voir graphique 1). Sous l'effet de facteurs extérieurs (la crise internationale) cependant, les résultats sur le plan de maîtrise de l'inflation (graphique 1) et du taux de change risquent de s'effriter, comme le montre le tableau 4 et le graphique 2.

**Tableau 4. Évolution du taux de change (jan. 2008-fév.2009)**

	<i>taux de change officiel</i>	<i>%</i>
jan. 08	535,02	
févr. 08	551,36	3,05 %
mars 08	553,99	0,48 %
avr. 08	557,98	0,72 %
mai 08	558,86	0,16 %
juin 08	554,57	-0,77 %
juil. 08	559,29	0,85 %
août 08	558,91	-0,07 %
sep. 08	564,22	0,95 %
oct. 08	572,39	1,45 %
nov. 08	588,05	2,74 %
déc. 08	639,32	8,72 %
jan. 09	701,13	9,67 %
févr. 09	749,44	6,89 %

Source: BCC, *op. cit.*

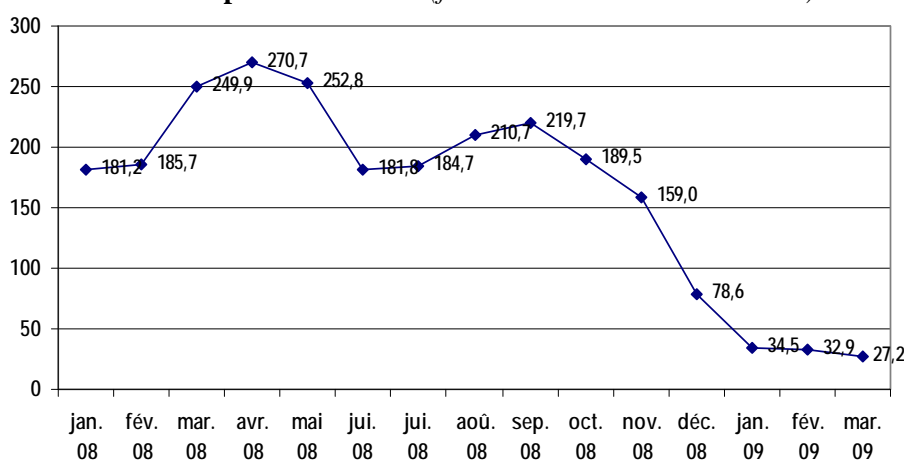
**Graphique 2. Dépréciation du taux de change et inflation**

Le graphique 2 montre clairement le lien entre l'inflation et ce taux de change dès le moment que la crise se fait sentir fin 2008. Une baisse des revenus budgétaires, au moment même où le gouvernement était confronté à une hausse des dépenses liées à la crise à l'Est, est compensée par la planche à billets. L'inflation, produite par ce financement monétaire, en combinaison avec l'augmentation du déficit de la balance des paiements, a un impact immédiat sur le taux de change dans une économie dollarisée. On voit immédiatement l'effet sur le taux de change qui se détériore surtout à partir du mois de décembre et le pourcentage de dévalorisation est immédiatement plus grand en comparaison avec la période d'avant la crise<sup>8</sup>. Le lien actuel entre la dévalorisation de la monnaie nationale et l'augmentation des prix intérieurs est d'autant plus automatique que la Banque centrale congolaise n'a pas de réserves internationales pour amortir un choc exogène en vendant des dollars sur le marché de changes. C'est exactement là où on voit la vulnérabilité de la RDC.

Le graphique 3 montre comment le choc de la crise a fait diminuer les réserves internationales de la RDC. Elles avaient chuté d'un montant équivalent à quelques semaines d'importations à un niveau qui ne représentait guère plus qu'une journée d'importations !

<sup>8</sup> Le graphique 2 montre bien comment le niveau des prix intérieurs (inflation) est lié à l'évolution du taux de change, à l'exception des mois d'avril-juin 2008. Ce décalage était surtout dû à la crise alimentaire internationale et les problèmes résultant des grèves au port de Matadi qui avaient fait monter les prix intérieurs à cause des difficultés d'approvisionnement à l'intérieur du pays.

**Graphique 3 : Évolution des réserves internationales de la BCC  
avant et pendant la crise (fin du mois en millions de USD)**

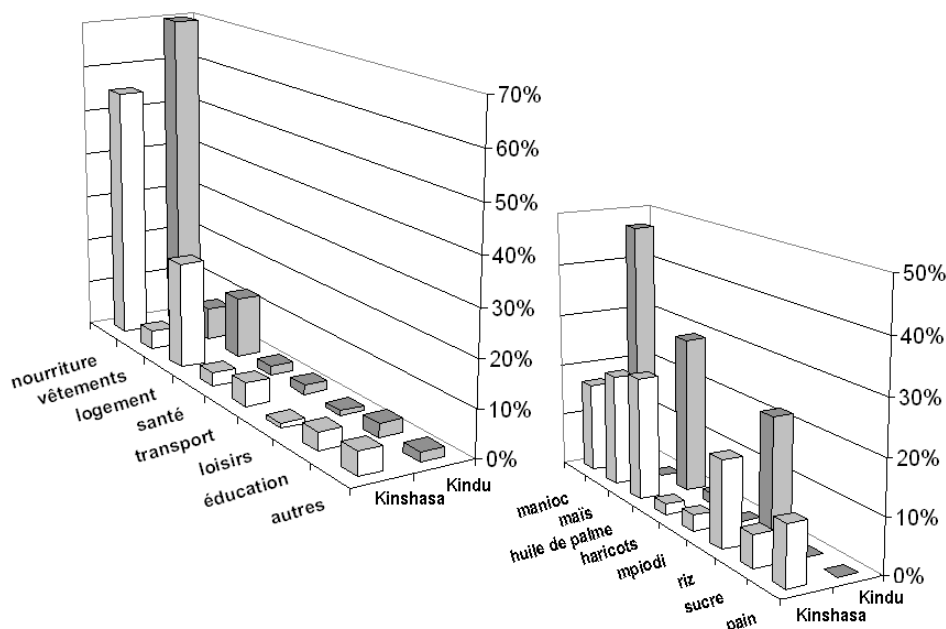


Source : BCC, *Évolution économique récente*, mars 2009.

Plus loin, nous verrons que le FMI et la communauté internationale ont très vite réagi et ont octroyé une aide d'urgence à la balance des paiements dès le mois de mars.

Dans le graphique 1 nous avons montré que la détérioration de la balance des paiements du Congo, par le lien automatique entre le taux de change et le niveau des prix intérieurs, a fait augmenter l'inflation sensiblement dans les premiers mois de l'année 2009. Cela a donc immédiatement fait baisser le pouvoir d'achat de tout le monde. Comme c'est toujours le cas en temps d'inflation, ceux qui ne peuvent pas se prémunir contre cette dévalorisation de la monnaie nationale en achetant des devises étrangères, s'appauvrissent davantage.

Il sied pourtant de montrer que cet effet d'appauvrissement n'est pas partout le même et que l'impact sur la pauvreté dans les villes et campagnes dépend de nouveau du degré d'intégration dans le système international. Les paniers de consommation des ménages qui consistent en biens produits localement et en biens importés divergent de ville (province) en ville (province) et entre la ville et la campagne. Comme on peut le voir sur la figure 2 les budgets ménagers sont très différents de région à région. Ainsi, la part du budget dépensée pour acquérir la nourriture est sensiblement plus élevée à Kindu, ce qui y reflète une pauvreté relative plus grande (lois d'Engel). La part des dépenses qui sont destinées aux achats de produits importés est aussi plus élevée à Kinshasa (transport, pain, mpiodi, viande...). De plus, les composantes de l'alimentation et la provenance des calories et autres substances nutritives sont plus diversifiées à Kinshasa et proviennent beaucoup plus d'importations. En effet à Kindu la nourriture achetée vient surtout de produits cultivés localement, comme le manioc, le maïs, etc.

**Figure 2 : Comparaison de budgets ménagers à Kindu et à Kinshasa<sup>9</sup>**

#### 4. POLITIQUES ANTI-CRISE : LIMITES ET PERSPECTIVES

Dans cette section on montrera la réponse – avec les limites que celle-ci rencontre – adoptée par tout programme politique efficace pour contrer les effets de la crise, et surtout quand il s’agit d’amortir les effets qu’a cette crise sur les couches populaires vulnérables. Si le gouvernement est censé être l’acteur principal destiné à amortir les effets négatifs de la crise internationale, il n’a pourtant que peu de moyens pour mettre en œuvre une politique anti-crise. On l’a vu lorsqu’on a parlé des effets sur le taux de change des chutes de rentrées en devises, suite à la baisse des exportations. Comme le gouvernement et la BCC n’avaient pas de réserves internationales permettant de freiner la dévalorisation de la monnaie nationale, une augmentation des prix intérieurs et donc un effet d’appauvrissement en ont été la conséquence.

Étant donné que le gouvernement n’a donc pas lui-même les moyens d’une politique anti-crise, il doit nécessairement se tourner vers la communauté internationale, ne fût-ce que pour financer cette mise en œuvre d’une politique anti-crise, comme étant les intentions proclamées de ce gouvernement, en concert avec la communauté internationale.

<sup>9</sup> Calculs de MARIVOET, W., sur base de données de l’*Enquête 1-2-3* du DSRCP de la DRC. Voir l’article dans cet *Annuaire* et aussi DE HERDT, T., MARIVOET, W., MARYSSE, S., “Political Transition in DRC: How Did Kinshasa Households Fare?”, in *African Development Review*, vol. 20, no. 3, 2008, pp. 400-425.

#### 4.1. La politique anti-crise du gouvernement et ses limites

Au vu de ses ressources budgétaires limitées, le gouvernement congolais n'est pas à même de prendre des mesures anti-cycliques pour amortir les effets de la crise sur la population. Il n'existe pas non plus des amortisseurs automatiques de la crise comme la sécurité sociale ou d'autres programmes sociaux anti-cycliques d'envergure permettant de contrecarrer automatiquement la perte de pouvoir d'achat des couches vulnérables. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de politique allant dans ce sens. En principe le gouvernement a bien un plan pour le court et le plus long terme.

Le gouvernement a initié en mars 2009 un plan de sauvetage destiné à amortir les effets de la crise sur l'économie nationale<sup>10</sup>. L'enveloppe est estimée à 695 millions de USD, dont 325 millions pour des actions dans le court terme et 370 millions pour des actions dans le moyen et le long terme<sup>11</sup>. En fait ces moyens étant largement insuffisant pour atteindre les buts, il s'agit d'un programme minimal pour faire en sorte qu'on débloque la situation auprès des partenaires multilatéraux : suite au non-respect des critères de gouvernance (surtout les dérapages budgétaires), le gouvernement n'a pas pu atteindre le « point d'achèvement » dans le processus de l'effacement de la dette (le processus PPTE-Pays Pauvres Très Endettés) et par conséquent l'accès aux ressources d'aide internationale est encore en dessous des attentes et besoins de financement externe.

En principe, dans le court terme, un gouvernement peut mettre en place une politique budgétaire et une politique monétaire. Une politique budgétaire au Congo est cependant limitée car sujette à deux nécessités contradictoires. D'un côté il faudrait pouvoir, comme on le fait dans les pays développés, recourir à une augmentation des dépenses pour contrecarrer la crise par une politique de dépenses gouvernementales dans les domaines sociaux sensibles (santé, éducation, etc.) ou par des moyens monétaires (création d'argent pour le financement monétaire du déficit du budget). D'autre côté, dans un pays comme le Congo, comme une politique d'expansion des dépenses ne crée pas une augmentation de l'offre de production, l'expansion monétaire ou l'augmentation des dépenses budgétaires se traduisent en inflation, ce qui aggrave la situation. Une autre politique serait d'amortir les conséquences de la dévalorisation de la monnaie nationale et l'augmentation des prix intérieurs par la vente de dollars sur le marché des changes, mais on a vu que ces réserves internationales de la Banque centrale ne suffisent même pas pour une journée d'importations. Donc dans les deux cas il faut le concours de la communauté internationale, et comme cette crise est largement causé par des facteurs internationaux, il n'est pas illogique que cette communauté prenne en charge les mesures anti-crise nécessaires dans le court terme.

---

<sup>10</sup> DRC, Commission interministérielle, 2009.

<sup>11</sup> NSHUE, *op. cit.*, 2009, p. 2.



Dans le long terme, une politique anti-crise réside naturellement dans la réalisation du potentiel économique d'un pays comme le Congo. Non seulement il y a un potentiel énorme dans la valorisation de ses richesses minières, mais pour arriver à un développement inclusif et durable dans le long terme il ne faudrait pas seulement compter sur des ressources non renouvelables. Le potentiel unique d'hydro-électricité capable de satisfaire la demande totale en Afrique et le potentiel en matière de production agricole<sup>12</sup> ne sont que deux exemples. Aujourd'hui, le seul secteur qui connaisse un essor est dû à la demande étrangère tandis que la production durable basée sur les besoins intérieurs ne connaît pas d'essor et ne trouve pas d'investissements étrangers. Dans le *Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté* de juillet 2006<sup>13</sup>, on esquisse une vision de l'avenir à l'horizon 2025 et pour un pays qui compte 26 provinces, se référant au processus de décentralisation en cours et qui esquisse les différents chantiers ou conditions qui sont nécessaires pour réaliser ce potentiel (bonne gouvernance, stabilité et croissance, accès aux services de base, lutte contre le SIDA, renforcement communautaire). Comme pour le court terme, le financement externe et des investissements massifs sont une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante, pour réaliser ce potentiel.

Si la responsabilité de la crise financière internationale qui a entraîné une baisse de l'activité économique internationale résulte largement de facteurs hors contrôle du gouvernement congolais, cela ne veut pas dire que la responsabilité soit entièrement externe. Si la condition nécessaire est certes le concours soutenu et plus massif de la communauté internationale, elle n'est pas suffisante, et la preuve en est que le Congo arrive à peine à absorber autour de 10 % de toute l'aide promise. Si ceci n'est pas non plus la seule responsabilité congolaise – procédures trop lourdes et incoordonnées, coûts de coordination, manque d'harmonisation et d'alignement, etc. – il n'en reste pas moins que l'entrave la plus importante est le manque de gouvernance interne.

Une meilleure gouvernance pourrait certainement dégager beaucoup plus de moyens financiers destinés au développement. Les exemples abondent ; donnons-en un qui ressort de notre analyse sur la filière d'or au Sud-Kivu<sup>14</sup> : pendant l'occupation de la rébellion jusqu'en 2003, le Kivu exportait deux mille kilos d'or (à peu près 1/5 de la production totale d'or en RDC avant 1989). Avec la reprise du contrôle de la province sous le gouvernement national (à partir de 2003), la production actuelle officielle n'est plus qu'environ 300 kilos par an. Production en baisse à cause de la crise ? Nullement, car le prix de l'or et la demande internationale durant la crise se sont maintenus. En bref, cette exportation illicite entraîne un manque à gagner pour le trésor national, pas forcément pour les fonctionnaires, qui pourrait être

---

<sup>12</sup> Voir à ce sujet le plaidoyer pour une relance du secteur agricole dans l'article de KABUYA KALALA & TSHIUNZA MBIYE dans cet *Annuaire*.

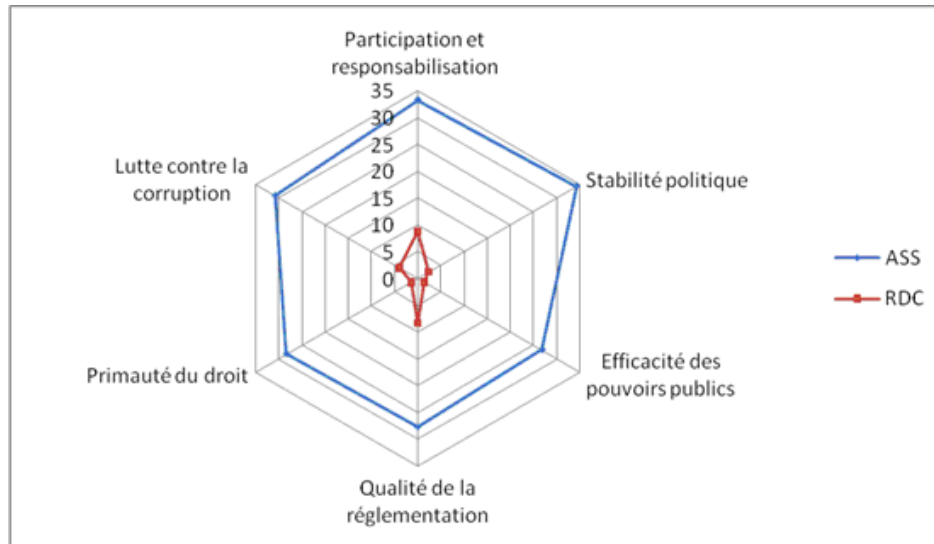
<sup>13</sup> *DSCR-P-Vision 25/26* : <http://siteresources.worldbank.org/intcongodemocraticinfrench/resources/DSCR-P.pdf>.

<sup>14</sup> Voir l'article de GEENEN, S., dans cet *Annuaire*.

7 fois plus élevé. On pourrait multiplier ces exemples à l'infini mais tout acteur informé sur le Congo le sait.

Quoique la bonne gouvernance figure bien dans le DSCRП comme première priorité, elle reste momentanément un vœu pieux. Cette entrave intérieure principale se lit d'ailleurs dans les données sur la gouvernance en RDC. Elle détient le triste record d'avoir le score le plus bas de l'Afrique subsaharienne ? Ce n'est qu'au niveau de la création monétaire qu'il y a eu une amélioration nette en comparaison avec le régime Mobutu, qui à la fin connaît un degré de criminalisation de l'État inégalé en imprimant massivement de la 'vraie fausse' monnaie. La figure 3 montre le long chemin à parcourir pour la RDC:

**Figure 3 : Comparaison d'indicateurs de gouvernance entre la RDC et l'Afrique Subsaharienne**



Cette figure 3 montre combien la RDC est en fait prisonnière d'un cercle vicieux de gouvernance. La nouvelle philosophie d'aide préconise de responsabiliser les gouvernements et de leur donner des moyens de gérer eux-mêmes leur développement (*appropriation-ownership*) à condition que ces gouvernements prouvent qu'ils sont capables de s'autogérer et de montrer une maîtrise de gouvernance. Mais par définition des pays à structures d'État fragiles ou absentes sont caractérisés par une faible gouvernance, d'où ils ont besoin de plus d'aide, à quoi ils ne peuvent accéder que s'ils prouvent être à même de se gérer mieux... Bref, ce cercle vicieux ne peut être brisé si l'octroi d'aide est fait sous une conditionnalité stricte, ce qui met la nouvelle philosophie de l'aide quelque peu en discussion. Cela nous amène à voir ce que la communauté internationale a fait pour amortir la crise internationale financière en RDC.

#### **4.2. La politique anti-crise de la communauté internationale en RDC et ses limites**

Nous avons montré d'abord comment la crise internationale a affecté la RDC. Ensuite, nous avons mis en exergue le manque de ressources du gouvernement pour faire face à ce choc extérieur. C'est dans ce contexte que la communauté internationale a pris ses responsabilités pour appuyer les efforts du gouvernement avec des interventions à court, moyen et long termes.

Dans le court terme, la communauté internationale, par le biais des organisations multilatérales, est intervenue début 2009 à travers des opérations d'urgence, notamment par un appui à la balance de paiements (BP) et un appui budgétaire d'urgence, pour contenir les dérapages au niveau macro-économique. En effet, la RDC a été parmi les premiers pays à accéder aux mécanismes, créés au niveau mondial pour tempérer la crise.

Plus particulièrement, le FMI a conclu en mars 2009 une assistance à la BP dans le cadre de la protection contre les chocs exogènes de 195 millions de dollars. Ce montant, qui a été totalement déboursé, a permis au pays de rétablir le stock de ses devises internationales jusqu'au niveau d'avant la crise, et a donné l'opportunité à la BCC de reprendre ses interventions dans le marché de change afin de soutenir le taux de change.

La Banque mondiale de son côté a conclu en février un projet d'urgence d'appui mixte d'un montant de 100 millions de dollars, comprenant trois volets: d'abord, assurer l'importation des biens et produits de première nécessité (alimentation, matériaux de construction, télécommunications, pétrole); ensuite, garantir une aide budgétaire qui permettra au gouvernement la continuation des services sociaux essentiels comme l'éducation primaire et secondaire; et enfin, le financement des arriérés de factures d'eau et l'électricité.

En complément, la Banque africaine de développement (BAD) prévoit une assistance d'urgence mixte (environ 95 millions USD), de même que la Commission européenne, qui se centre sur la sécurité alimentaire (environ €48 millions). L'ensemble des interventions accordées et prévues actuellement ne suffira pas à combler l'écart de financement projeté pour l'année 2009, et cela ni au niveau du budget du gouvernement, ni au niveau de la balance de paiements. Dans ce cadre, il est crucial pour le gouvernement d'accéder au programme de la Facilité de la réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC) ainsi qu'au point d'achèvement de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE, y compris l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, IADM), afin de s'assurer un financement additionnel avec une réduction de la dette extérieure.

Une deuxième forme d'appui se concentre au niveau micro, en renforçant une protection sociale ciblée sur la population la plus affectée. Cette forme d'aide se traduit en général dans des programmes à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) comme la construction de routes, programmes qui essaient en même temps d'améliorer la situation infrastructurelle du pays.

Enfin, l'ensemble des bailleurs doit appuyer le gouvernement congolais en exécutant le programme à long terme, formulé dans les 5 chantiers du Président, permettant la diminution de la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes. Pour cela les bailleurs doivent cibler plus directement leurs efforts sur les différents atouts du pays, mais ils doivent surtout résoudre le problème du faible taux de décaissement de leurs portefeuilles de projets. Accélérer ce taux pourrait libérer des montants significatifs ; pour la Banque mondiale par exemple une accélération de 3 % pourrait libérer USD 75-100 millions, dont USD 50-70 millions pour les dépenses locales.

## 5. CONCLUSION

La crise financière internationale qui a éclaté en 2008 s'est très vite muée en crise économique avec une diminution d'activité économique mondiale et une augmentation du chômage dans presque tous les pays. On aurait pu espérer que les pays à faible taux d'intégration dans l'économie mondiale auraient été épargnés. Dans un pays comme la RDC, ce n'est en effet pas la crise financière qui a contaminé le secteur réel de l'économie, mais ce sont les retombées de cette crise sur la diminution de la demande internationale qui ont déclenché les courroies de transmission de celle-ci à l'intérieur du Congo. La sévérité de la crise internationale a donc été transmise d'une part par la baisse importante des prix des produits miniers dont dépend la valeur des exportations congolaises et d'autre part par la faible capacité du gouvernement à faire face à ces chocs exogènes.

Les effets directs de la crise ont d'abord été ressentis dans le secteur minier qui a vu ses activités chuter d'environ un tiers, ce qui a donc entraîné une augmentation du chômage des travailleurs industriels et surtout artisanaux. Les effets en aval de perte de pouvoir d'achat de ce secteur minier se sont évidemment aussi transmis aux autres secteurs de l'économie comme le transport et la construction.

On aurait aussi pu espérer que la taille exceptionnelle du secteur informel aurait isolé en grande partie les Congolais des effets de la crise et que ces effets se seraient cantonnés au secteur minier et aux effets en aval, mais malheureusement les effets de propagation de la crise se sont bien étendus au secteur informel. En effet, la baisse de la valeur des exportations suivie d'une baisse concomitante des importations a entraîné une détérioration du taux de change et une augmentation de l'inflation. Ainsi les prix des biens dont dépend en grande mesure le secteur informel des villes ont augmenté. Bien entendu, à l'intérieur du pays et dans les campagnes qui dépendent moins d'importations mais consomment davantage de produits locaux, les effets de la crise se sont moins fait sentir.

Pour contrer les effets de la crise sur la société congolaise, le gouvernement congolais est apparu très peu outillé, ce qui est peut-être le mieux illustré par le niveau des réserves internationales de la Banque centrale pouvant freiner la détérioration du taux de change, réserves qui ne suffisaient

plus pour couvrir ne fût-ce qu'une journée d'importations au mois de mars 2009. Bien que la communauté internationale ait vite réagi en aidant le gouvernement congolais par un appui apporté à la balance des paiements, cela montre combien le gouvernement congolais est dépendant de l'extérieur et est très peu armé pour contrer des chocs exogènes. Donc, si le pays dans le court terme peut bien compter sur la communauté internationale, dans le long terme, une solution plus durable devra être trouvée dans un renforcement de la gouvernance interne qui reste le talon d'Achille du développement congolais.

Cette crise démontre aussi la vulnérabilité du pays qui dépend trop seulement d'un seul secteur pour ses exportations mais également de matières premières à faible valeur ajoutée produites sur place.

Les deux effets fondamentaux de la vulnérabilité de l'économie congolaise sont cependant liés, le niveau de faible gouvernance ne permettant pas au pays de profiter de ses richesses et de diversifier l'économie vers des secteurs où la majorité de la population travaille. Ainsi le pays est à la merci de la demande internationale et des variations incontrôlables de celle-ci.

Anvers, mai 2009